

Duplicata

GREFFE  
DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE LIMOGES

R E C E P I S S E D E D E P O T

66 BOULEVARD GAMBETTA (B.P.3130)  
87031 LIMOGES CEDEX  
TEL : 05.55.34.60.75  
TEL MINITEL : 08.36.29.22.22

AIF SERVICES

RUE STUART MILL  
ZONE INDUSTRIELLE DE MAGRE  
87000 LIMOGES

V/REF :  
N/REF : 2000 B 402 / A-1814

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIMOGES CERTIFIE  
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 10/08/2001, SOUS LE NUMERO A-1814,


P.V. D'ASSEMBLEE DU 26/07/2001  
STATUTS MIS A JOUR  
APPROBATION DE L'APPORT PARTIEL D'ACTIFS

AUGMENTATION DU CAPITAL  
CONVERSION DU CAPITAL SOCIAL EN EURS

... CONCERNANT LA SOCIETE  
AIF SERVICES  
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE  
RUE STUART MILL  
ZONE INDUSTRIELLE DE MAGRE  
87000 LIMOGES

R.C.S LIMOGES 433 250 834 (2000 B 402)

LE GREFFIER



**AIF SERVICES**  
**Société par actions simplifiée au capital de 250 000 Francs**  
**Siège Social : Zone Industrielle du Magré - rue Stuart Mill - 87000 LIMOGES**  
**433 250 834 RCS LIMOGES**

**PROCES-VERBAL**  
**DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE**  
**EN DATE DU 26 JUILLET 2001**

**DUPLICATA**

L'an deux mil un,  
Le 26 juillet.

|  |            |
|--|------------|
| MISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRE A LA RECEPTE                    |            |
| - 6 AOUT 2001  |            |
| DE LIMOGES - EST LE .....                                      |            |
| F° .....   | BORD ..... |
| RECU { - Dts DE TIMBRE ... 1.120.F (20F x 56)                  |            |
| - Dts D'ENREG. ... 1.500.F } 1.728F                            |            |
| SIGNATURE : <i>Renalds</i> = 228F<br>Le Receveur Divisionnaire |            |

Le soussigné Philippe GUIBERT agissant en qualité de représentant de la société AIF DEVELOPPEMENT, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 1 152 000 Euros, ZI du Magré, rue Stuart Mill 87000 LIMOGES, 692 026 693 RCS LIMOGES associé unique et Président de la société AIF SERVICES, société par actions simplifiée, au capital de 250 000 F,

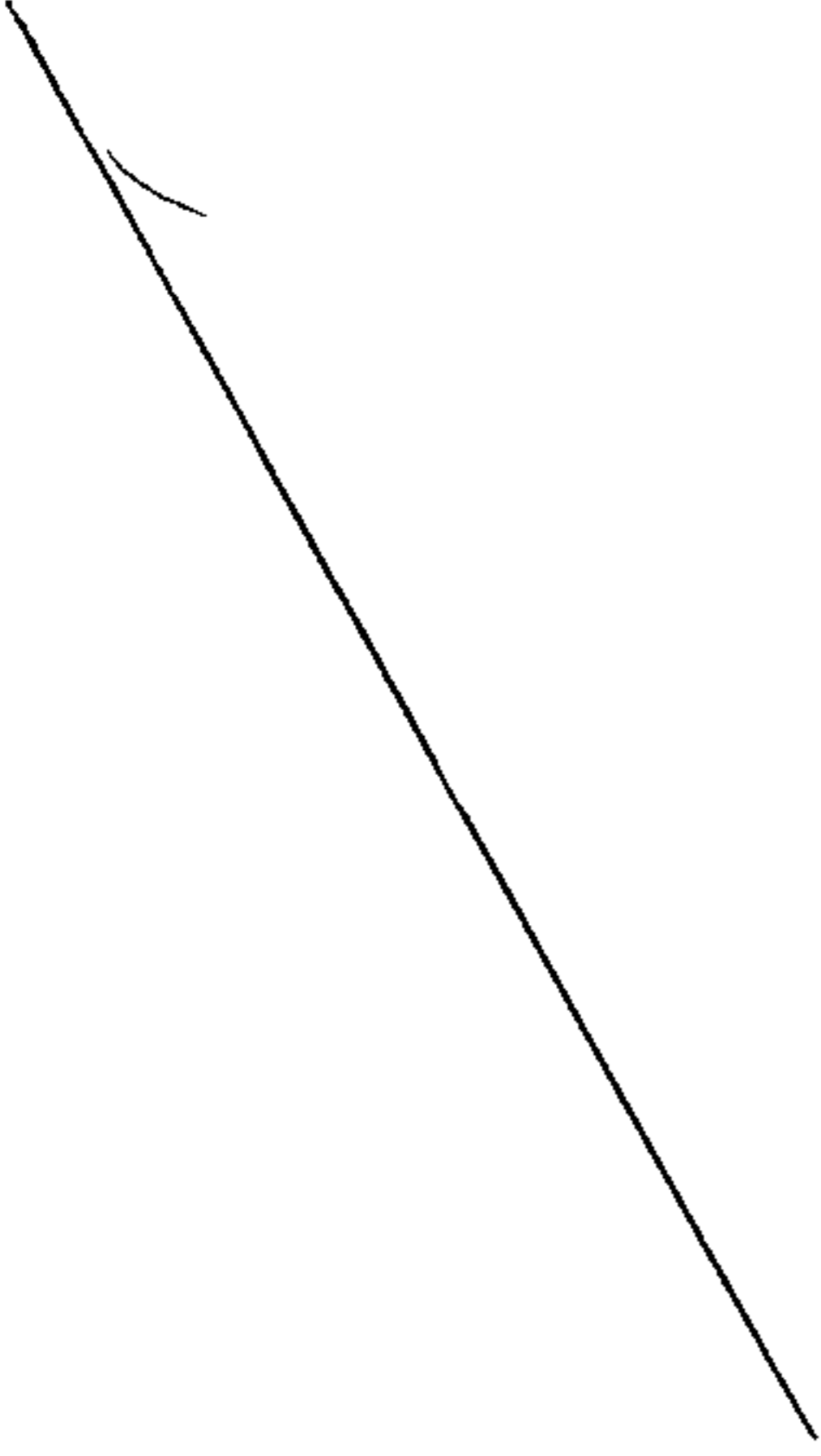
I - A préalablement rappelé ce qui suit :

Monsieur Philippe GUIBERT, a signé en date du 7 juin 2001 le traité organisant l'apport partiel d'actif par la société AIF DEVELOPPEMENT à la société AIF SERVICES de sa branche complète et autonome d'activité de prestations et opérations d'essais, d'analyses, d'organisation, de contrôles industriels se rattachant directement ou indirectement à la prévention des accidents du travail, à la lutte contre la pollution et les nuisances, à la qualité, la solidité et la préservation des biens, meubles ou immeubles, ainsi qu'à la recherche des moyens d'économiser l'énergie et à toutes activités connexes.

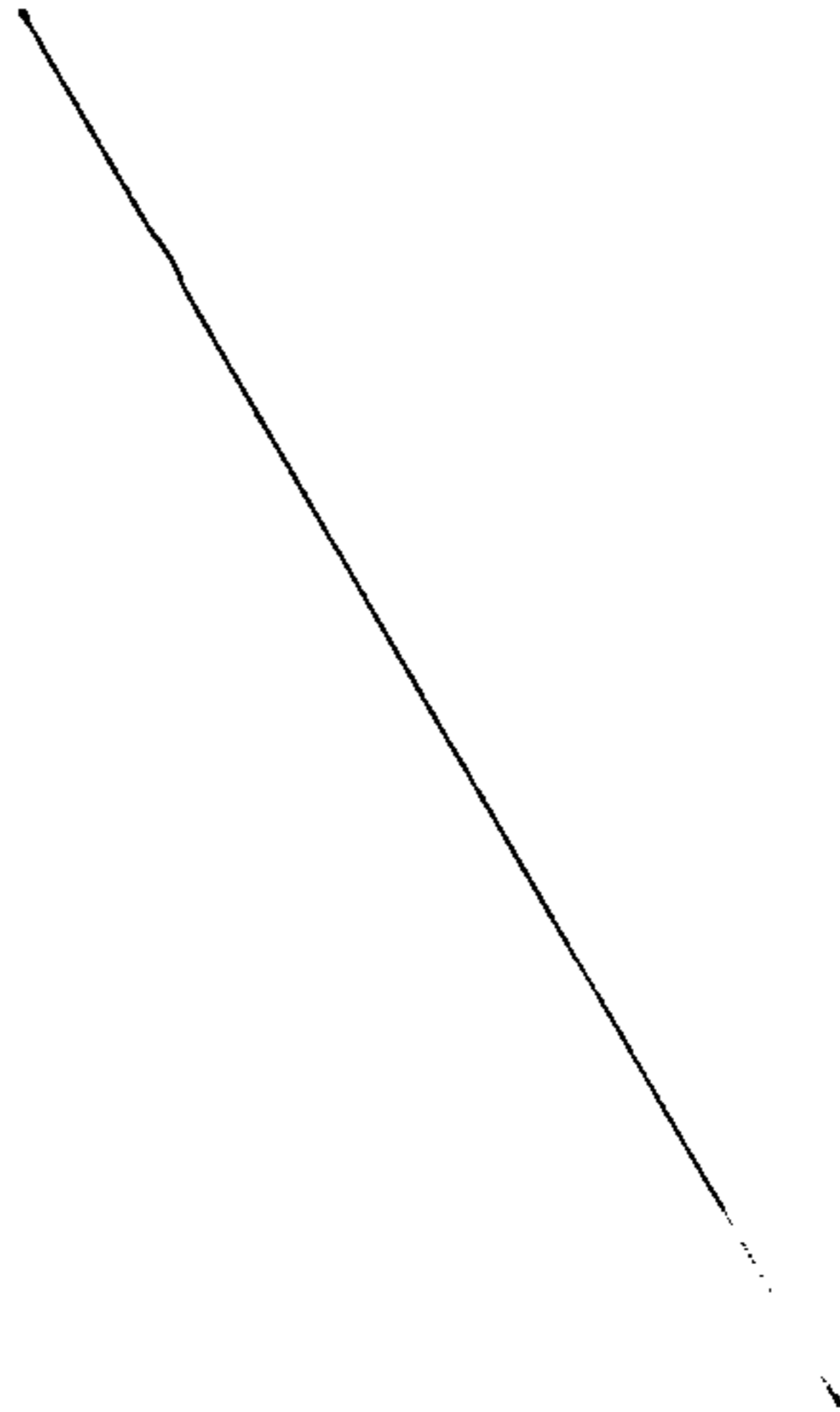
Ce projet d'apport partiel d'actif a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de la LIMOGES le 8 juin 2001, et a fait l'objet d'une publication dans un journal d'annonces légales.

L'Associé unique déclare parfaitement connaître ce projet de traité d'apport partiel d'actif, et les conditions et modalités de cette opération, et les rapports du Commissaire à la Scission désigné par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de commerce de LIMOGES. Il déclare également qu'aucune opposition n'a été faite par les créanciers des sociétés AIF DEVELOPPEMENT et AIF SERVICES, après la publication de l'avis de projet d'apport partiel d'actif.

4



Face annulée  
Art 905 de CGI



## II - A pris les décisions suivantes :

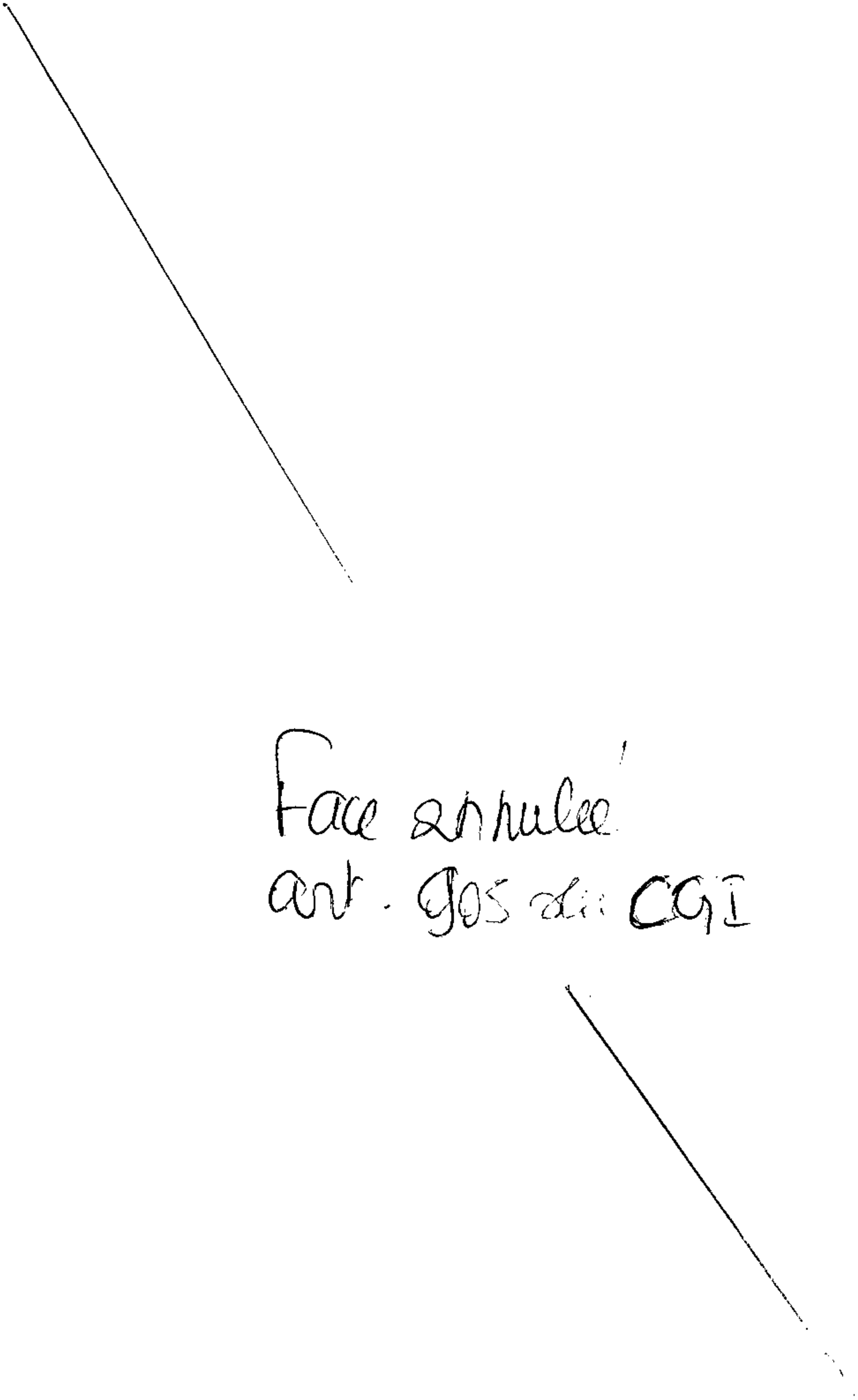
- Approbation d'un projet de traité d'apport partiel d'actif prévoyant l'apport par la société AIF DEVELOPPEMENT à la société AIF SERVICES de sa branche complète et autonome d'activité de prestations et opérations d'essais, d'analyses, d'organisation, de contrôles industriels se rattachant directement ou indirectement à la prévention des accidents du travail, à la lutte contre la pollution et les nuisances, à la qualité, la solidité et la préservation des biens, meubles ou immeubles, ainsi qu'à la recherche des moyens d'économiser l'énergie et à toutes activités connexes ; approbation de ces apports et de leur rémunération ; approbation de ces apports et de leur rémunération,
- Augmentation du capital social consécutive aux apports,
- Conversion du capital en euros,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

### PREMIERE DECISION

L'Associé unique,

- après avoir entendu la lecture des rapports du Commissaire à la scission, désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de LIMOGES,
- après avoir pris connaissance du projet d'apport partiel d'actif et de ses annexes, signé le 7 Juin 2001, avec la société AIF DEVELOPPEMENT, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 7 200 000 F, dont le siège est ZI Magré, rue Stuart Mill, 87000 LIMOGES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LIMOGES sous le numéro 692 026 693, aux termes duquel la société AIF DEVELOPPEMENT fait apport à la société AIF SERVICES, à titre d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2001, de sa branche complète et autonome d'activité de prestations et opérations d'essais, d'analyses, d'organisation, de contrôles industriels se rattachant directement ou indirectement à la prévention des accidents du travail, à la lutte contre la pollution et les nuisances, à la qualité, la solidité et la préservation des biens, meubles ou immeubles, ainsi qu'à la recherche des moyens d'économiser l'énergie et à toutes activités connexes, évaluée à la somme nette de 52 172 352,01 F,
- après avoir constaté que ce projet de traité d'apport partiel d'actif a été approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société AIF DEVELOPPEMENT,

accepte et approuve dans toutes ses dispositions la convention visée, et, en conséquence, sous les conditions y stipulées, l'apport partiel d'actif consenti par la société AIF DEVELOPPEMENT à la société AIF SERVICES, son évaluation et sa rémunération, c'est-à-dire :



Face en hulee'  
ant. gos de CGI

- la prise en charge par la société AIF SERVICES, bénéficiaire, des éléments de passif énumérés dans le contrat d'apport,
- l'attribution à la société AIF DEVELOPPEMENT de 372 500 actions de 100 F de valeur nominale chacune, entièrement libérées, portant jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 2001, à créer par la société AIF SERVICES à titre d'augmentation de son capital,
- l'inscription dans les livres de la société AIF SERVICES à un compte intitulé "Prime d'apport" d'une somme de 14 922 352,01 F égale à la différence entre la valeur nette des biens apportés et la valeur nominale des titres rémunérant cet apport, somme sur laquelle porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

### **DEUXIEME DECISION**

L'Associé unique, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, constate que le capital de la Société est augmenté de 37 250 000 F et porté de 250 000 F à 37 500 000 F, par la création de 372 500 actions de 100 F de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à attribuer à la société AIF DEVELOPPEMENT en rémunération de son apport.

Ces 372 500 actions nouvelles, de même catégorie que les anciennes, porteront jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 2001, et seront à cette date complètement assimilées aux autres actions composant le capital de la société AIF SERVICES.

L'Associé unique décide que la différence entre la valeur nette des biens apportés (52 172 352,01 F) et la valeur nominale globale des titres créés en rémunération (37 250 000 F), soit une différence de 14 922 352,01 F, sera inscrite au compte "Prime d'apport".

### **TROISIEME DECISION**

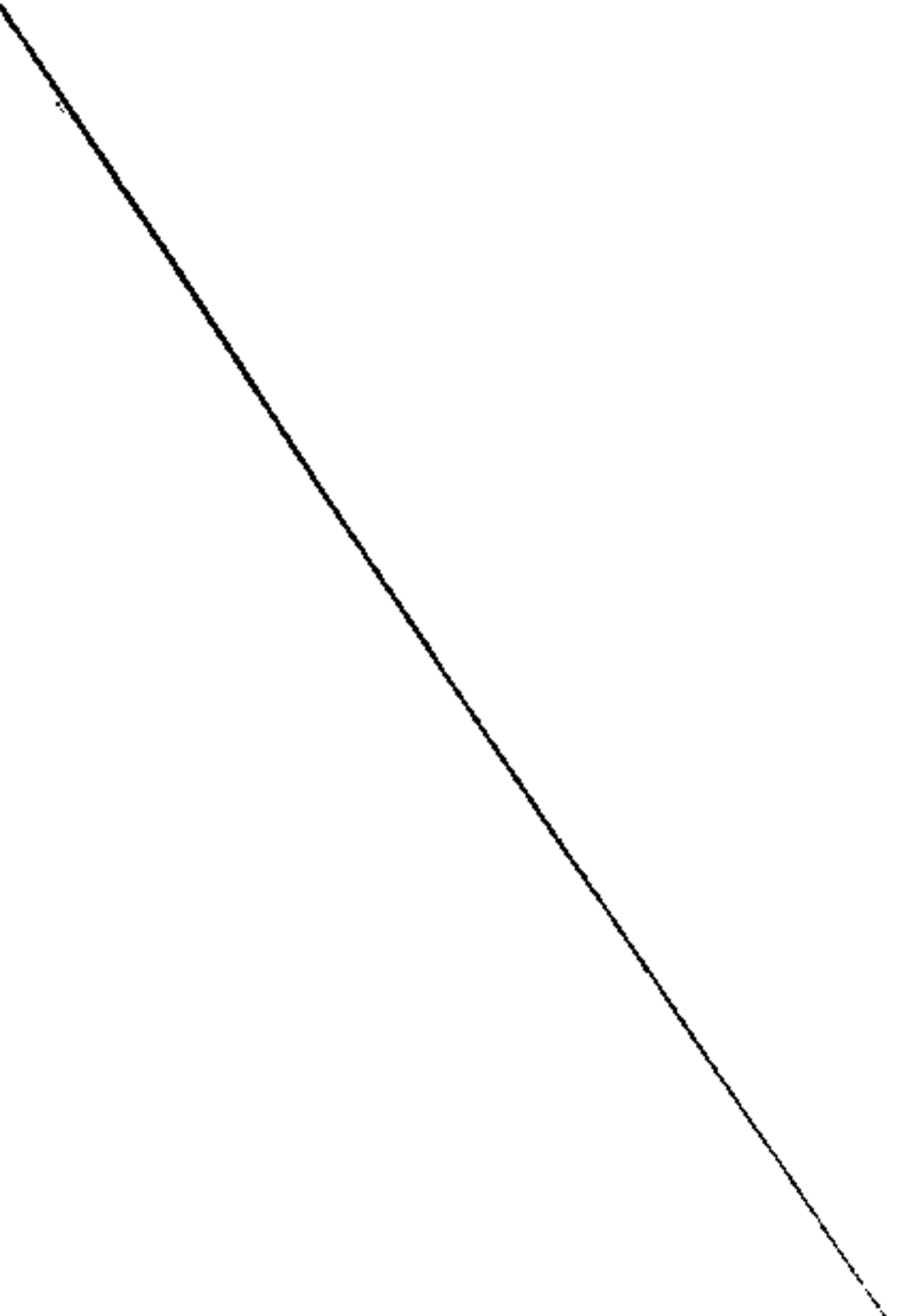
L'Associé unique constate qu'à l'issue de la présente décision, l'opération d'apport partiel d'actif et l'augmentation du capital social se trouveront définitivement réalisées.

Il confère à Monsieur Philippe GUIBERT, ou à toute personne qu'il se substituerait, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport partiel d'actif, d'établir tous actes réitératifs, confirmatifs et autres, de prendre, en tant que de besoin, toutes dispositions d'ordre comptable ou fiscal consécutives à l'apport partiel d'actif et généralement, de faire tout ce qui sera nécessaire.

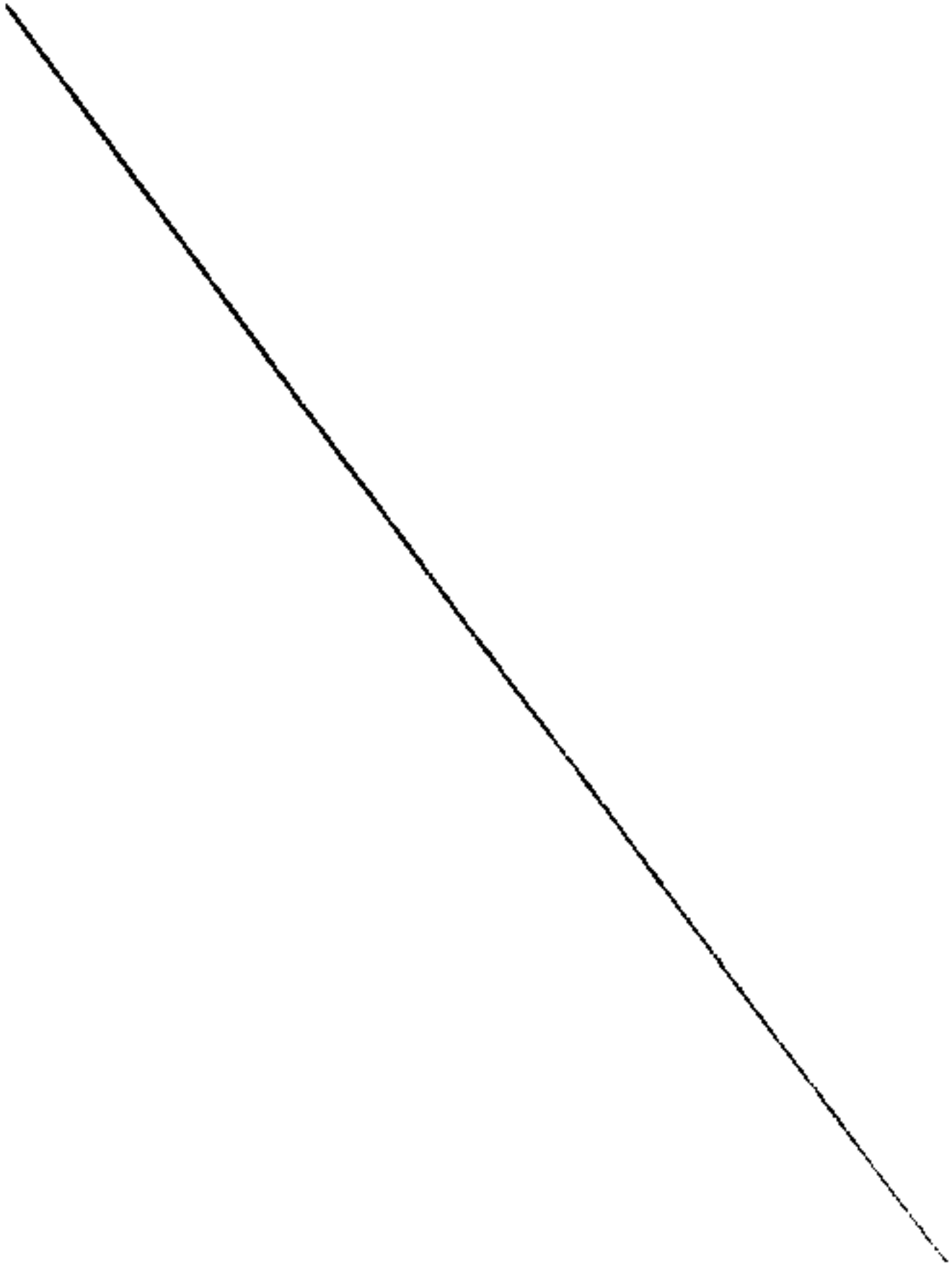
### **QUATRIEME DECISION**

L'Associé unique, constatant que suite à l'opération d'apport partiel d'actif décidée précédemment s'élève à 37 500 000 F et divisé en 375 000 actions de 100 F, décide de convertir en unités Euro la valeur nominale des 375 000 actions composant le capital social qui s'élève actuellement à 100 Francs par application du taux officiel de conversion qui s'élève à 1 Euro pour 6,55957 Francs.

4



Faca annullar  
Art 905 do CGP



La nouvelle valeur nominale de chacune des 375 000 actions ressort ainsi à 15,2449 Euros, pour un capital de 5 716 838,146 Euros.

L'Associé unique décide d'élever la valeur nominale des 375 000 actions composant le capital social d'une somme de 0,7551 Euro, laquelle passe de 15,2449 Euros à 16 Euros, et d'augmenter en conséquence le capital social d'un montant global de 283 161,854 Euros, pour le porter de 5 716 838,146 Euros à 6 000 000 Euros, par incorporation de la somme de 283 161,854 Euros (soit 1 857 420 Francs) prélevée sur le compte " Prime d'apport ".

### CINQUIEME DECISION

L'Associé unique décide, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts de la façon suivante :

#### "ARTICLE 7 - APPORTS

L'Associé unique décide d'ajouter un dernier alinéa :

*"Aux termes d'une délibération de l'Associé unique en date du 26 juillet 2001, le capital a été augmenté d'un montant de 37 250 000 F par suite de l'apport partiel d'actif consenti par la société AIF DEVELOPPEMENT de sa branche complète et autonome d'activité de prestations et opérations d'essais, d'analyses, d'organisation, de contrôles industriels se rattachant directement ou indirectement à la prévention des accidents du travail, à la lutte contre la pollution et les nuisances, à la qualité, la solidité et la préservation des biens, meubles ou immeubles, ainsi qu'à la recherche des moyens d'économiser l'énergie et à toutes activités connexes. Aux termes de cette même décision le capital a été augmenté et converti à 6 000 000 euros".*

#### "ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

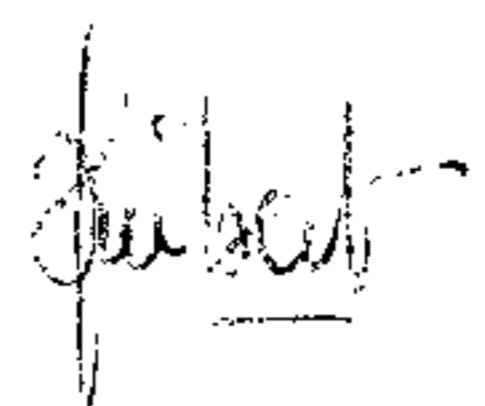
*Le capital de la Société est fixé à six millions d'euros (6 000 000 euros).*


*Il est divisé en 375 000 actions de 16 euros chacune, de même catégorie."*

### SIXIEME DECISION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé unique.





Face annulée  
Art 905 du CGI

# STATUTS

## AIF SERVICES SAS

**Société par actions simplifiée  
au capital social de 6 000 000 euros**

**Siège social :**

**Rue Stuart Mill – ZI de Magré- 87000 LIMOGES  
Immatriculée sous le numéro SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES**

La société soussignée :

**- La société AIF DEVELOPPEMENT SA**

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 1 152 000 euros

Dont le siège est Zone Industrielle du Magré - Rue Stuart Mill - 87000 LIMOGES  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LIMOGES  
sous le numéro 692 026 693

Représentée par le Président du Directoire

A décidé de constituer une société par actions simplifiée et a établi ainsi qu'il suit les statuts de ladite société.

*Conférence  
Fichet*

## **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé par l'associé unique sus-dénommé une société par actions simplifiée régie par :

- la loi n° 94-1 du 3 janvier 1994 et la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 dont les dispositions sont reprises sous les articles 262-1 à 262-21 et les articles 464-1 à 464-4 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée ;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi du 24 juillet 1966 précitée et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil ;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

## **ARTICLE 2 - DENOMINATION**

La dénomination de la société est : AIF SERVICES.

La dénomination sociale doit figurer sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », puis de l'indication du capital social.

Les mêmes documents doivent aussi porter les mentions du siège social, du numéro d'immatriculation et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

## **ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL**

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- toutes opérations d'essais, d'analyses, d'organisation, de contrôles industriels se rattachant directement ou indirectement à la prévention des accidents du travail, à la lutte contre la pollution et les nuisances, à la qualité, la solidité et la préservation des biens, meubles et immeubles ainsi qu'à la recherche des moyens d'économiser l'énergie et à toutes activités connexes ;
- l'édition d'une ou plusieurs revues ainsi que l'édition et la diffusion de toute documentation périodique ou non, de caractère technique ou général en rapport avec l'objet social de la Société ;

- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, financières, immobilières pouvant se rattacher, à l'un des objets précités par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions ou achats de titres, ou droits sociaux, dans toute Société civile ou commerciale, fusion, association en participation ou autrement.

- Et, généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation et ce, tant en FRANCE que dans tous les autres pays.

#### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : Zone Industrielle du Magré - Rue Stuart Mill - 87000 LIMOGES.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

#### **ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social s'étend du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social débutera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et prendra fin le 31 décembre 2000.

## **ARTICLE 7 - APPORTS**

Lors de la constitution, l'associé unique fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de deux cent cinquante mille francs (250.000 F) correspondant au montant du capital social et à 2.500 actions de cent francs (100 francs) de nominal chacune, souscrites en totalité et libérées de moitié, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la banque dépositaire des fonds.

Ladite somme, soit cent vingt cinq mille francs (125.000 F) a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à ladite banque.

Aux termes d'une délibération de l'Associé unique en date du 26 juillet 2001, le capital a été augmenté d'un montant de 37 250 000 F par suite de l'apport partiel d'actif consenti par la société AIF DEVELOPPEMENT de sa branche complète et autonome d'activité de prestations et opérations d'essais, d'analyses, d'organisation, de contrôles industriels se rattachant directement ou indirectement à la prévention des accidents du travail, à la lutte contre la pollution et les nuisances, à la qualité, la solidité et la préservation des biens, meubles ou immeubles, ainsi qu'à la recherche des moyens d'économiser l'énergie et à toutes activités connexes. Aux termes de cette même décision le capital a été augmenté et converti à 6 000 000 euros.

## **ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à six millions d'euros (6 000 000 euros).

Il est divisé en trois cent soixante quinze mille (375 000) actions de seize (16) euros chacune, de même catégorie.

## **ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du président, sera seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du président, sera seule compétente pour décider une réduction de capital.

Elle pourra avoir lieu notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## **ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS**

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en comptes "nominatifs purs" ou "nominatifs administrés" selon les modalités prévues par le "cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM" approuvé par la Direction du Trésor, par la société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

## **ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

### **ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

En cas de pluralité d'associés, les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

### **ARTICLE 14 - NUE PROPRIETE - USUFRUIT**

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

### **ARTICLE 15 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre côté et paraphé, tenu chronologiquement, dit «registre des mouvements».

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions seront soumises à la procédure d'agrément prévue ci-après.

### Agrément

Toutes les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sauf cessions entre associés qui peuvent être effectuées librement, sont soumises à l'agrément préalable de la société donné par le Président.

La demande d'agrément indiquant les nom, prénom et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix proposé s'il s'agit d'une cession à titre onéreux sera notifiée par le cédant à la société.

Le Président statuera dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification.

Sa décision ne sera pas motivée. Elle s'appliquera à la totalité des actions objet du projet de cession notifié.

Si le Président n'a pas notifié sa décision au cédant dans le délai de trois mois ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis et la cession pourra intervenir.

Si le cessionnaire proposé par le cédant n'est pas agréé et si le cédant ne fait pas connaître à la société, dans un délai d'un mois à compter de la décision de refus d'agrément, qu'il renonce à la cession, le Président sera tenu de faire racheter les actions, soit par un ou plusieurs associés ou tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de trois mois à compter de la notification au cédant de la décision de refus d'agrément.

Si le Président entend faire procéder au rachat des actions par les associés, il informe chacun d'eux, dans un délai de quarante jours à compter de la décision de refus d'agrément, du projet de cession. Tout associé désirant exercer son droit de rachat devra le notifier à la société dans un délai maximal d'un mois à compter de l'information communiquée par le Président sur le projet de cession en précisant le nombre d'actions qu'il entend acquérir.

En cas de pluralité de candidatures d'associés, les actions seront réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détenaient lors de la notification à la société de la demande d'agrément, les rompus étant affectés par le Président.

À défaut de se mettre d'accord avec le cédant sur le prix de rachat, le Président pourra faire procéder à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code civil. À défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires seront supportés par moitié par les cédants et par moitié par la société.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat de la totalité des actions sur lesquelles portait la demande du cédant n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toutes notifications à intervenir en application de la présente clause seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## **ARTICLE 16 - PRESIDENT**

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est soit une personne physique salariée ou non, associée ou non de la société, soit une personne morale associée ou non de la société.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au président de la société par actions simplifiée.

### 1. Nomination du président.

Le président est nommé par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

### 2. Durée des fonctions - Rémunération

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

### 3. Démission - Révocation

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à l'associé unique ou à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 80 ans révolus.

Le président personne morale associée sera démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La révocation du président personne morale ou du président personne physique, dont le mandat social n'est pas rémunéré, ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la société d'indemnité de cessation de fonctions.

#### 4. Pouvoirs

Le Président dirige, gère et administre la société. Le Président exerce à ce titre les attributions qui, dans les sociétés anonymes, sont exercées par le Conseil d'Administration et le Président Directeur Général desdites sociétés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social.

Par application des dispositions de l'article 262-10 de la loi du 24 juillet 1966 précitée et comme il sera ci-après relaté, toutes décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital de la société, de fusion, de scission, de dissolution, de nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices relèvent de la compétence exclusive de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

### **ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

En vertu de l'article 262-11 de la loi du 24 juillet 1966 précitée, le ou les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son représentant ou ses dirigeants. Les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

### **ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES**

#### **1. Nature - Majorité**

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.  
Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la présidence, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Toutefois, les décisions collectives suivantes ne pourront être prises qu'en assemblée générale :

- approbation annuelle des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination et révocation du Président ;

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions ;
- transformation de la société ;
- dissolution.

Les consultations de la collectivité des associés, sont provoquées par le président, par un associé, par tout commissaire aux comptes ou par un mandataire désigné en justice.

Lorsque l'initiateur de la consultation n'est pas le président, la décision collective est alors impérativement prise en assemblée générale, à l'exclusion de toute autre forme de consultation.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

a) Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision ordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative, :

- l'approbation annuelle des comptes et l'affectation des bénéfices ;
- le quitus donné aux dirigeants de la société ;
- la nomination des commissaires aux comptes ;
- la nomination et la révocation du Président ;

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents et représentés.

b) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision extraordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social;
- toute opération de fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions ;
- la transformation de la société ;
- la dissolution de la société.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents et représentés.

c) Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés. De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés. Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés par le président de séance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

## 2. Modalités

### a) Assemblées

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Dès la convocation, le texte du projet des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés par simple lettre ou recommandée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

#### b) Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier simple ou recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet. Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social. Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les dix jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le dixième jour ouvré suivant la date limite fixée pour le réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations. Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

#### c) Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite. En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

### **ARTICLE 19 - DROIT D'INFORMATION PERMANENT**

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- En cas de pluralité d'associés, la liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

### **ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

### **ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

En vertu des dispositions de l'article 260-10, alinéa 3, de la loi du 24 juillet 1966 précité, l'associé unique doit approuver les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

## **ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'il ou qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### **ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article 352 de la loi du 24 juillet 1966 ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles 189, 191, 2ème alinéa et 192 de la loi du 24 juillet 1966.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que le ou les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise à l'associé unique ou au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de l'associé unique ou de l'assemblée générale extraordinaire des associés. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires. En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de l'article 71 de la loi du 24 juillet 1966, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

## **ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par l'associé unique ou les associés le bilan de ses deux premiers exercices. La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

## **ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La dissolution de la société en présence d'un associé unique entraîne la transmission universelle du patrimoine à ce dernier, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 précité.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers délibérant collectivement règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

## **ARTICLE 27 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre la société, l'associé unique ou les associés concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### ARTICLE 28 - NOMINATION DU PRESIDENT

Le soussigné nomme, pour une durée égale à la durée de la société, en qualité de premier président de la société :

- **AIF Services**

société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 7.200.000 F. dont le siège est Zone Industrielle du Magré, rue Stuart Mill - 87000 LIMOGES immatriculée au RCS de LIMOGES sous le n° 692 026 693 représentée par le président de son Directoire, Monsieur Philippe GUIBERT né le 1er décembre 1942 à MAGNAC LAVAL, de nationalité française, demeurant 11, rue du Temple - 87000 LIMOGES

Le président ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

En compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, le président percevra une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par l'associé unique ou une décision de la collectivité des associés.

### ARTICLE 29 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le soussigné nomme pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant à la date d'approbation des comptes sociaux du sixième exercice clos (soit les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005) :

En qualité de commissaire aux comptes titulaire :

SCACCHI Pierre-Henri 23 rue d'Anjou 75800 PARIS

En qualité de commissaire aux comptes suppléant :

DRAULETTE Philippe 23 rue d'Anjou 75008 PARIS

**ARTICLE 30 - FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes, de leurs suites et conséquences seront avancés par l'associé unique jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du commerce et des sociétés. À compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

Statuts modifiés par l'AGE du 26.07.2001